

L'Etat et la Société en France (2)

HASEGAWA Ken

フランスにおける「社会」と国家(2)

長谷川 憲

- I Introduction
- II La société civile et l'Etat
- III L'établissement de l'Etat moderne et la bourgeoise
 - 1 Le régime des Traités de Westphalie en 1648
 - 2 L'établissement des Royaumes unis
- IV Le rapprochement entre l'Etat et la Nation
 - (Jusqu'ici en numéro 45-1 d'*Université Kogakuin Kenkyuronso*)
 - (La suite au présent numéro)
- V La comparaison des deux sujets entre l'individu et l'Etat
- VI Le système des collectivités locales en France
- VII Le bicamérisme et son rôle
- VIII Conclusion

V La comparaison des deux sujets entre l'individu et l'Etat

D'une part, dans la société moderne, cette question est examinée à travers la comparaison des deux sujets entre l'individu et l'Etat. L'individu signifie la personne privée et constitue l'espace de l'autonomie privée autonome et indépendante sous la relation humaine égale et impartiale à l'égard des personnes privées.

D'autre part, l'Etat contrôle l'espace public. Mais, dans cet espace public on suppose que l'individu est soumis à la relation humaine égalitaire et impartiale. En vue de faire connaître de façon approfondie cette relation c'est dire qu'il est renommé que la loi Le Chapelier a été élaborée pour la raison ci-dessus par l'Assemblée nationale après la Révolution française. Cependant, même dans la société moderne, il est à noter qu'a été

maintenue la structure que l'homme demeure en se modifiant à travers la communauté. Après la Révolution, en France cette structure a installé de deux organes de gouverner comme des communes (collectivités locales fondamentales) et des départements entre le niveau étatique et individuel, et c'est la manifestation de vouloir reconnaître indirectement l'aspect de l'existence humain comme individu et l'aspect de l'existence dans groupe, et en même temps on peut imaginer que cela est une manifestation de l'intention de détruire la relation sociale féodale sous le système de domination féodale. D'avoir reconnu l'existence des communes (collectivités locales fondamentales) fondées sur des communautés familiales et locales et la nouvelle installation de l'organe de gouverner au niveau des départements nouvellement construits en vue de récuser le domaine de domination par seigneurs féodaux, il est considéré comme une tentative pour introduire la co-existence réaliste entre l'individu et l'Etat.

D'une part, l'espace de l'autonomie privée se compose de l'individu indépendant sous l'hypothèse de présence de la communauté familiale et locale. D'autre part, après 19^{ème} siècle du développement de l'économie capitaliste, en raison de la reconnaissance de constituer la personne juridique, se sont perdus l'égalité et l'impartialité des membres de l'espace de l'autonomie privée. En outre, au cours du développement de l'économie capitaliste, en raison de la décomposition progressive des familles et des communautés locales, la question de présence de l'individu ne pouvant pas être indépendant s'est imposée brusquement à l'intention de tous¹.

Au début de la période moderne, l'Etat dont son domaine a été limité seulement à la charge en matière de rôle du contrôle, au cours du développement de l'économie capitaliste, suivant la modification de l'univers de l'autonomie privée, il a élargi son rôle et est devenu une présence chargeant le rôle important dans la société contemporaine. Par contre, l'individu sous la situation de la décomposition progressive du cadre de la communauté, il est soumis à la situation isolée, et ses indépendance, égalité et impartialité, vont s'être perdues. A l'égard de la situation telle qu'elle est, la question est aujourd'hui de prendre quelle mesure. C'est dire que la question est d'examiner la mesure divergente, locale et globale.

VI Le système des collectivités locales en France

En France, il y a eu les organismes locaux pourvus des deux étapes : les communes et les départements entre l'individu et le gouvernement depuis la Révolution française. Aujourd'hui il y a trois étapes y compris les régions. Le domaine de la communauté locale,

¹ Voir KASAI Hirotaka « Citizenship » et NOMURA Kayo « Imin・Nanmin » in « Globalisation » (Sakuhinsha, 2006) dirigé par IYOTANI Toshio.

lors de la Révolution française, a été gardé précieusement par le biais de la reconnaissance du domaine de la collectivité locale fondamentale, par contre les domaines dominés par seigneurs féodaux s'ils sont correspondants aux régions d'aujourd'hui sont démembrés par l'installation des départements. Lors de l'abolition des seigneuries et de l'installation des départements, il y a eu le cas d'une grande différence au Japon par rapport aux systèmes locaux qui vont développer vers les départements d'aujourd'hui installés et aux ceux qui ont été organisés comme hypothèse les domaines dominés par d'anciens seigneurs féodaux. C'est dire que l'installation des départements à la période de la Révolution française a fortement eu l'intention de détruire la base soi-même du pouvoir local par le biais du démembrement du domaine de la domination du pouvoir contrôlant les localités. Par contre, au Japon cette intention n'a pas existée, et on peut supposer que c'est plutôt l'intention d'insérer dans les système étatiques l'influence du pouvoir des domaines locaux féodaux à travers les systèmes locaux installés. Il apparaît que cette différence provient de ce que la Révolution française a été poussé sous la grande influence de la couche des citoyens et la restauration de Meiji² a été principalement organisée par les guerriers de la hiérarchie inférieure.

En France pour la raison que la commune a été organisée, d'une part les caractères locaux, les coutumes et la vie quotidienne au niveau des communes sont préservées précieusement, d'autre part sont démembrés le pouvoir local féodal, les caractères locaux féodaux et les coutumes heurtant fortement aux idées sur l'Etat moderne en raison d'avoir installé les départements. Par contre, au Japon telles intention et vue n'ont pas été observées à cette époque. En outre, lors de la Révolution française, on a fait la tentative d'abolir le système féodal. Le Parlement a décidé d'abolir le système féodal, mais il demeurait au niveau de l'abolition du système de statut social. Cependant, selon le développement de la Révolution, cette dernière a été poussée jusqu'à l'abolition du système de féodalité économique. Par conséquent, en France sont rejetés la propriété féodale, etc., et sont apparus un nombre important des paysans propriétaires. Ces paysans propriétaires sont devenus le corps de soutenir la Révolution ayant été le producteur de leurs bienfaits et Napoléon Bonaparte ayant pu arriver au pouvoir par la Révolution française, et ils sont devenus la base de l'individualisme. A cet égard au Japon, en vue de démembrer la base du système de féodalité japonaise, il faudra attendre la vente de la propriété par la réforme agraire exécutée après la défaite de la Guerre du Pacifique et de l'Asie. Après la Guerre du Pacifique et de l'Asie, s'apparaissent enfin des paysans des petits propriétaires. La couche de paysans de ces propriétaire est jointe au mouvement de paysans ayant continu à exister avant la Guerre ci-dessus, elle est devenue la base de soutenir le Parti

² La restauration de Meiji a été faite en 1868. Et Meiji est une des l'ère japonaise entre le 8 septembre 1868 et le 30 juillet 1912.

socialiste japonais, etc., et elle a chargé d'une partie des réformes d'après la Guerre. Cependant, la tentative du démembrement du système de propriétaire non résidant par le biais de la réforme agraire japonaise n'a pas influencé la propriétaire de forêt, et il y a eu l'insuffisance que les grands propriétaires de forêt étaient maintenu. En outre, la réforme agraire a été exécutée par le biais de la vente à l'égard des petites propriétés fermiers et n'est demeurée qu'au modalité de la vente au lieu de l'offre gracieuse de la propriété à l'égard des métayers. En particulier, ce que la réforme a été effectuée par la petite échelle de la propriété des paysans a causé une chute rapide des paysans propriétaires au cours du changement rapide de la structure industrielle en fonction du développement accéléré de l'économie après cette période. Sous l'influence de l'aggravation rapide de l'exploitation agricole, la population agricole diminue de façon accélérée en raison des migrations de la population vers les zones industrielles et les parties urbaines. La diminution de la population engageant dans l'agriculture et la migration de la population vers la partie urbaine sont devenues la source de fournir la couche d'engager dans des industries de production japonaises. Mais non seulement les modifications du style de vie et de la relation familiale suivant ce changement sont devenues la cause des problèmes d'isolation et d'urbanisation, mais aussi elles sont devenues des éléments ayant créé la relation humaine peu liante de la communauté et de la relation sociale.

A cet égard, comme le cas au Japon, les problèmes se trouvent également en France dans la diminution de la population rurale et la migration de la population vers la partie urbaine, mais en France on peut trouver ce sens social dans les collectivités locales fondamentales pouvant remplir le rôle comme le centre des questions de relation sociale et locale par le fait que sont correctement maintenues les nombreuses collectivités locales fondamentales des petites échelles.

Par contre, au Japon à la période de 1888, le nombre de commune (Shi, chô et son³) ayant dépassé plus de 70.000 (71.314) au cours de la modification de 1889 du système de commune (Shi, chô et son) a diminué jusqu'au nombre de 15.859, et il a diminué encore jusqu'au nombre de 10.505 en octobre 1947 après la Guerre du Pacifique et de l'Aie. Le nombre de commune sous la politique de la grande fusion de Shôwa⁴ suivant la loi relative à l'accélération de la fusion de commune (Shi, chô et son) en octobre 1953 a diminué de 9.868 jusqu'au nombre de 3.975 à la période de la mise en exécution de la loi relative à l'accélération de la construction de nouvelles communes (Shi, chô et son) en avril 1956 et 3.472 en avril 1961. Sous la politique de cette grande fusion de Héiséi⁵, en vue de diminuer

³ Au Japon, des communes sont classé Shi, chô et son. Shi est classé par l'linéa 1^{er} de l'article 8 de la loi relative des collectivités locales et plus de 50.000 habitants. Chô et Son est classé par le Jorei préfectoral (loi locale).

⁴ Showa est une des l'ere japonaise entre le 25 decembre 1926 et le 7 janvier 1989.

⁵ Héiséi est depuis le 8 janvier 1989.

jusqu'à 1.000 à partir de 3.232⁶ à la période de la mise en exécution d'une partie de la loi relative à l'aménagement des lois concernées pour accélérer la décentralisation en avril 1999 et la diminution du nombre est prévue jusqu'à 1.822 à la fin de mars 2007. En France, la population moyenne de collectivité locale fondamentale (commune) est environ 1.700 habitants, et les collectivités locales fondamentales de moins de 2.000 habitants s'occupent de 87% de la totalité de la population française, et les collectivités locales fondamentales de moins de 10.000 habitants s'occupent de 99,64% de la totalité. Par contre, au Japon la population moyenne de collectivité locale fondamentale est environ 72.000 habitants, et les collectivités locales fondamentales de moins de 10.000 habitants diminuent jusqu'à environ 500⁷.

C'est ainsi qu'en France depuis la Révolution française les collectivités locales fondamentales de la petite échelle sont maintenues, par contre au Japon les collectivités locales fondamentales diminuent continuellement suivant l'exécution de la politique de la fusion, et ses échelles continuent à être énormément en expansion. Par conséquent, en France les collectivités locales fondamentales ont une possibilité d'être de façon intensive le lien de refléter le lien entre la relation familiale et la société locale. Par contre au Japon après avoir élargi l'échelle des collectivités locales fondamentales, on peut supposer que la cause provient de cette sorte de lien peu intensif. On peut dire que la situation du taux d'abstention d'élection au niveau des collectivités locales fondamentales dans les parties urbaines baisse à environ 50% démontre le lien peu intensif entre les collectivités locales et les sociétés locales.

VII Le bicamérisme et son rôle

Nous avons observé jusqu'à présent les conditions réelles des collectivités locales

⁶ A la fin de mars 1999. (Shi = 670, Chô = 1.994, Son = 568)

⁷ Selon le recensement de 1999, le nombre de commune est le suivant. (1) Population, (2) Nombre de commune, (3) Population dépendante. Le nombre total de commune est 36.679, le nombre total de population française est 60.186.184.

Population	Nombre de commune	Population dépendante
0 ~ 500	21.038	4.694.522
500 ~ 2.000	10.900	10.532.582
2.000 ~ 3.500	1.994	5.236.198
3.500 ~ 5.000	813	3.370.462
5.000 ~ 10.000	1.003	6.740.852
10.000 ~ 50.000	802	15.648.408
50.000 ~ 100.000	82	4.935.267
Plus de 100.000	37	9.088.113
Total	36.679	60.186.184

Voir Emmanuel Vital-Durand « *Les collectivités territoriales en France*, 6^e édition » (Hachette, 2006).

fondamentales, et comment cette situation donne l'influence sur le système étatique ? La famille se situe au bout position sous la l'Etat féodal, et le groupe structurellement pyramidal et entassé forme la relation de subordination sous la force à travers la dépendance entre des « Octroi et servitude ». Par contre, sous la société moderne il y a la prémisse de la présence du gouvernement à travers l'intervention étatique formée par le contrat social fixé avec les individus. Et le gouvernement par l'Etat est réalisé par la nation ou le peuple étant le groupement des individus, éliant des représentants distribués à la proportion d'une population par chaque localité selon le système électoral par le système d'administrer la politique étatique à travers l'institution d'une chambre composée par ces représentants.

En outre, dans la plupart des pays on adpte le bicamérisme. La seconde chambre est l'institution du Sénat sous la Constitution Japonaise de 1946, de la Chambre des Pairs sous la Constitution impériale de 1889. Ce système de bicamérisme est installé à part l'institution de la chambre unique dans la quelle ses membres sont élus directement parmi des nations (aujourd'hui on pense naturellement que des représentants sont élus directement parmi des nations, mais au début de l'époque moderne il y a eu le cas où ils sont élus indirectement et restreint), et même aujourd'hui on peut trouver cette l'institution dans de nombreux pays.

Même au Japon, depuis l'installation de l'institution de la Chambre des Pairs sous la Constitution Impériale de 1889, existe l'institution ci-dessus. Sous la Constitution Japonaise de 1946 également, existe le Sénat. Cependant, en matière de présence de la seconde chambre, cette signification met sans cesse en question. A part sont différents les conditions du droit d'éligibilité, la portée de la circonscription, le délai de la mise en exécution de l'élection, etc., se pose notamment la question de signification institutionnelle sur la raison d'installer l'institution comme la chambre unique. En ce qui concerne ce point, comme le rôle politique à la période de l'établissement de la Constitution Japonaise de 1946, il y a eu le but de créer l'institution pour éviter du changement inattendu de pouvoir pouvant se produire dans le cas de la chambre unique. C'est la raison pour laquelle on peut dire que même aujourd'hui l'institution a suffisamment pourvu du sens, mais l'élection générale de la Chambre des députés a lieu à la période libre, par contre celle de l'ordinaire du Sénat a lieu à la période quasi fixée a un aspect de refléter l'observation sur rôle dans une certaine limite.

Cependant, en considérant le cas de l'installation de bicamérisme, il y a en général le cas de la chambre composée du différent principe par rapport au sens de la présence d'une chambre unique comme le cas de la chambre par les représentants des localités composées par les fédérations dans les Etats fédéraux comme le Sénat des Etats-Unis d'Amérique, le Sénat fédéral à la République fédérale d'Allemagne, le cas de la chambre composée par les représentants des peuples dans les Etats composés par les peuples

différents comme peuple Soviet à l'ancienne Union des Républiques Socialistes Soviétiques, le cas de la chambre contrôlant les intérêts des représentants des professions comme le cas de la Constitution de Weimar en Allemagne, le cas classique de la Chambre des Pairs dans le Royaume-Unis comme la chambre pour la représentation des statuts dans un pays laissant l'institution statutaire, etc., il y a en général les cas des chambres composées par le principe différent de signification de la chambre unique.

Suivant ce point de vue, en considérant le cas de la France au début de la Révolution française, l'institution statutaire a été rejetée sous le point de vue l'Etat formé par unique nation ou par unique peuple et la présence de la seconde chambre a été rejetée. Si on peut en dire explicitement comme l'organe représentant une nation ou peuple, la présence d'une chambre est convenable, et si la présence de la seconde chambre invite à la double conclusion, l'une des deux est stérile. La raison de récuser l'installation de la seconde chambre est la présence d'inviter inutilement la même conclusion. On peut dire que cette idée repose sur le « monisme » politique. Au processus du développement et de la fin de la Révolution française, ultérieurement émergé, voire au cours de la création de l'institution impériale et de la restauration monarchique, la seconde chambre est créée suivant la requête du principe statutaire et de la stabilité institutionnelle. Ensuite, sous l'institution de la Seconde République, selon l'idée du monisme politique, il y a eu nouvellement le cas de l'abolition de la seconde chambre, mais la seconde chambre ressuscite nouvellement, et cela dure jusqu'à présent.

Comment est le « sénat » qui existe jusqu'à présent comme la seconde chambre ? Il est différent de l'« Assemblée Nationale » étant la première chambre élue directement parmi des nations françaises par le biais de l'élection ordinaire et directe, et sa caractéristique institutionnelle se trouve dans la présentation comme une chambre composée des représentants indirectement élus dans la relation avec la nation ayant les électeurs des élus des parlements locaux (conseils municipaux, conseils départementaux, conseils régionaux).

En ce qui concerne la nécessité de l'existence de ces parlements, la gauche est constamment négative. On peut dire que la raison principale repose sur la critique émanée du monisme politique. On ne peut pas nier ce qu'il se peut que la droite forme souvent de façon solide sa base dans cette chambre, mais par exemple comme le cas de la réforme du Sénat tenté par Charles de Gaulle par le biais du référendum en 1969, il y a toujours le mouvement d'avoir le but de la réforme du Sénat en guise de symbole du sectarisme.

On peut dire en effet qu'en matière de présence de la seconde chambre sous l'angle du « social », il existe comme le fait que non seulement la société française est formée comme un groupe de collectivités locales fondamentales (commune) mais aussi elle remplit son rôle du système fortement reflétant la volonté de la famille enracinée à la localité, du groupe local et de la société locale comme une conséquence selon ce que nous

avons mentionné ci-dessus.

En effet, la société française est substantiellement dotée du système intensif de la volonté politique pourvue de double sens. D'une part comme le système politique sous le monisme politique, en tenant la forme de la République unie et inséparable, d'autre part elle continue à maintenir la société à la française au cours de la purification à travers le principe d'unification et d'institution de la représentativité par le biais de l'installation du système de synthétiser la nation fortement unie en intégrant réellement la diversité.

C'est ainsi que la diversité existant à l'intérieur de la France sous le monisme politique a été unifiée en apparence, mais si les intérêts se heurtent une fois, elle se déroule à la rue et l'ajustement entre cette diversité et la volonté de l'Etat est effectué par le biais de l'action directe. Telle existence du groupe social est comprise quotidiennement en son intérieur, et il peut être considéré comme une existence des petits espaces voire les collectivités locales fondamentales composant la société française. Dans ce sens la situation de la révolte récemment surgie dans les secteurs autour de la H.L.M. aux banlieues des grandes villes démontrent dans la société française l'accroissement de la présence des individus exclus et dénudés sous le système de l'unification, sous la communauté locale ou sous la communauté du sang et de la famille. Tant que l'on ne peut pas construire le système de cette absorption, le monisme politique se confronte à la crise de l'effondrement.

VIII Conclusion

La République française actuelle est l'Etat ayant établi à travers le processus de la formation historique comme une seule société française ayant réuni l'univers pourvu de la diversité de la couche, de la langue, de la culture, de la religion et du caractère du peuple. La Révolution française de 1789 a créé une seule société française aux idéologie et système pouvant unir une société française pourvue de la diversité. L'idéologie de l'unification est le concept de la souveraineté nationale, et elle a été celui de républicain, unique et inséparable. En outre, l'institution de la nationalité, l'institution de l'enseignement primaire, le système du service militaire, etc., fonctionnent ultérieurement comme l'institution de l'unification, et ils ont transformé des peuples pourvus de la diversité de la couche, de la langue, de la culture, de la religion et du caractère de peuple, vers une nation française. En particulier, non seulement le processus de l'effondrement du système féodal à la période de la Révolution française de 1789 a transformé des paysans ayant pris la majorité de la population française à cette période à la force de soutenir la révolution, mais aussi cette majorité des paysans se sont engagés aux guerres internationales à cette période. Par conséquent, elle est devenue l'occasion de transformer les paysans aux patriotes. C'est ainsi qu'en conservant la diversité de la couche, de la langue, de la culture, de la religion et le caractère du peuple, la société française devient jusqu'au contemporain comme un Etat

unique inséparable. Un caractère national est formé comme français dans une fonction du système d'unifier l'institution de la nationalité, le système d'enseignement, le système du service militaire, etc., et lors de la séparation entre la réalité et la diversité dans la substance, l'ajustement est effectué à travers les choses apparues comme le symbole voire « social ».

(Professeur à département d'éducation générale, HASEGAWA Ken, Droit constitutionnel)

*Cet ouvrage est achevé sous le patronage de l'Université Kogakuin et le programme
de Japan Society for the Promotion of Science.

(はせがわ けん 本学教授・比較憲法学)